

---

# LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à  
l'Assemblée Nationale.*

N<sup>o</sup>. LXXXI.

---

*Du Jeudi 17 Septembre 1789*

*Séanc. de Mardi soir.*

ON a annoncé l'offre patriotique de M. Belleville, musicien ordinaire du roi, qui donne à la caisse nationale deux cents livres, pendant quatre années consécutives, sur le produit de ses appointemens.

On s'est occupé ensuite d'un projet d'arrêté, en six articles, relatif au commerce des grains. Un des membres a fait une motion tendante à supprimer les primes qui font sortir le bled du royaume pour l'y faire rentrer par d'autres voies. M. de la Jaqueminière, quoique persuadé que la liberté étoit l'ame du commerce, a dit que la permission accordée, depuis quelques années, pour l'exportation des grains, avantageuse à l'agriculture, dans les années d'abondance, devenoit préjudiciable dans des années médiocres ou mauvaises; que par conséquent le régime du commerce des grains devoit être analogue aux circonstances

*Tome III.*

A



tes ; que celles dans lesquelles le royaume se trouvoit ; en faisant une loi aux représentans de la nation de suspendre pour ce moment , sous les peines les plus sévères , l'exportation à l'étranger , devoit les déterminer à adopter encore tous les moyens proposés dans le décret pour faciliter la libre circulation intérieure , les seuls qui pouvoient rétablir le niveau dans le prix de la denrée.

En adoptant l'amendement proposé par M. Target , contenant des dispositions relatives aux précautions d'ordre à recommander aux municipalités sur cette partie d'administration , il ajoutoit , que dans les lieux où cette précaution pourroit être utile , il falloit autoriser les municipalités à fixer dans les marchés , des époques avant lesquelles il ne seroit pas permis aux boulangers , ni aux commerçans en bleds de faire leurs achats.

Son motif étoit de faciliter des approvisionnemens journaliers à la classe la plus nombreuse , en faisant cesser la concurrence qui augmente le prix du bled. Malgré ces considérations , cet amendement a été rejeté. On a cru qu'une précaution de police n'avoit pas besoin d'une disposition expresse dans un décret , pour être prise par ses officiers municipaux , & qu'une pareille disposition pourroit mettre des entraves à la libre circulation que l'assemblée vouloit établir.

M. Emeri a demandé qu'il soit infligé à ceux qui portent du bled hors du royaume , une peine semblable à celle décernée contre ceux qui empêchent la libre circulation dans le royaume ; cet amendement a été adopté.

Après bien des débats , le décret a été modifié dans plusieurs dispositions , & renvoyé au comité de rédaction , pour être ensuite relu à l'assemblée générale avant d'être publié.



Pendant cette discussion, M. de Clermont-Tonnerre étant allé chez le roi, pour présenter les arrêtés du 4 août à la sanction, M. l'évêque de Langres a présidé l'assemblée & il a témoigné par un discours, sa sensibilité aux marques d'approbation que l'assemblée lui a données.

On a renvoyé à la séance du lendemain au soir, l'affaire de la gabelle, celle des Juifs, & une motion annoncée par M. de Mirabeau, sur la caisse d'escompte.

Comme la séance alloit être levée, M. de Clermont-Tonnerre a repris sa place, en disant; qu'en exécution des ordres de l'assemblée, il avoit présenté les arrêtés du 4 au roi, qui avoit répondu, *qu'il prendroit en considération la demande qu'il lui faisoit au nom de l'assemblée, & qu'il y répondroit incessamment*

### *Séance d'hier matin.*

L'adresse de Toulon mentionnoit la prestation du serment des milices nationales, du régiment qui y est en garnison, & des ouvriers de l'arsenal.

La ville d'Hennebon a annoncé l'avance des impositions pour une année & l'offre d'un don gratuit.

La commune de Besançon a assuré également un don gratuit de paiement anticipé de ses contributions, & la sûreté dans la perception de l'impôt. Voilà sans doute l'exemple que toutes les communes du royaume devraient s'efforcer de suivre dans les temps de trouble & de malheur, afin de ne pas laisser tarir la source des moyens qui nous amèneront à une constitution aussi laborieuse que nécessaire.

Une société de trois cents citoyens offre de former, sous le nom de *gardes de la régénération française*, un corps



destiné à réprimer les séditieux, & assurer la tranquillité de l'assemblée nationale.

MM. les officiers du bataillon d'Auvergne, en garnison à Clermont-Ferrand, ont envoyé une adresse, dans laquelle ils proposent un règlement de constitution militaire. Nous dirons à ce sujet, que M. le vicomte de Noailles vient de faire distribuer dans les bureaux une motion imprimée, concernant la constitution de l'armée; cet ouvrage présente une division bien simple.

1°. De l'établissement de nos troupes.

2°. Des milices nationales.

3°. Des troupes réglées, des devoirs qu'elles ont à remplir envers la nation; des obligations de la nation envers elles.

4°. L'organisation de l'armée, du nombre des troupes; de chaque arme. Total des dépenses de l'armée active.

5°. Dépenses des troupes dans le système proposé avec augmentation de solde. A la suite de ces différens chapitres, M. le vicomte de Noailles a annoncé un code militaire, qui seroit fait par le concours du magistrat & de quelques personnes de l'armée. Les amis de l'agriculture verront avec plaisir dans les vingt-deux articles, rédigés à la fin de cette motion, un article onze, qui annonce enfin la destruction de cet usage tyrannique, connu sous le nom de *milice*; usage dérivé de la féodalité, d'après lequel un subdélégué allant décimer des villages, arrachoit périodiquement des cultivateurs à la charrue, & des ouvriers industriels à leurs ateliers.

M. le président a annoncé qu'il avoit reçu une lettre de M. le Gras, marchand de draps à Paris, par laquelle il donne cent pistoles pour la libération de l'état ».



M. de la Boulaye, marchand de Versailles, a envoyé pour le même objet, deux billets de caisse de trois cents livres chacun ; le patriotisme paroît animer également tous les sexes & tous les âges. M. de Clermont-Tonnerre a lu une lettre de mademoiselle Lucile d'Artaise, datée de Bouttancourt, du 10 de ce mois, qui envoie à la caisse nationale un dez, une chaîne d'or & deux louis ; elle a neuf ans, a dit M. le président ; elle prie *qu'on ne la refuse pas parce que cela lui feroit trop de peine*. On a beaucoup applaudi à ces actes généreux, ainsi qu'à l'annonce d'un projet de riches particuliers de Paris, pour *une contribution volontaire*.

Dans l'ordre du jour, M. Dupont de Nemours avoit dit, à la séance précédente ; « L'intérêt de la France a été parfaitement senti, lorsque l'assemblée a décrété qu'il n'y avoit lieu de délibérer ; nous avons voulu ne nuire aux droits de personne, & conserver avec une sage incertitude une liberté encore plus utile. Il est sensible que le doute, dans une circonstance si importante, est un bonheur pour nous & pour l'Europe ; il est une foule de considérations qui doivent nous garder de prononcer sur des événemens qui peut-être n'arriveront jamais ; ne décidons pas ce qui peut-être ne fera jamais à décider, & ce qu'au besoin nos enfans décideront aussi bien que nous. On vous a dit que cette grande querelle ne seroit pas jugée par des décrets, & par quoi donc ? L'Espagne elle-même nous a montré qu'on ne peut être roi d'une nation malgré elle. Profitons de cette leçon, & mettons dans la nécessité de mériter de plus en plus notre estime, ceux qui peuvent prétendre à régner sur nous. »

En reprenant cette question, peut-être trop long-temps débattue la veille, M. de Casalès disoit qu'il falloit y

A 2



jetter un voile, & pour concilier le vœu de l'assemblée avec la clarté & la dignité avec laquelle une nation doit déclarer la succession à la couronne, il proposoit d'ajouter à la rédaction de l'article, que le cas arrivant pour l'exécution du traité d'Utreck, il y seroit statué par une convention nationale convoquée à cet effet.

M. de Macai, député du Labour, considérant la question sous les rapports de commerce & de communication des provinces méridionales, frontières de l'Espagne, il trouvoit inutile & dangereux de la traiter dans le moment où le roi d'Espagne pouvoit, au premier signal, faire cesser toutes les relations d'intérêt, de spéculation, qui font subsister une partie du royaume : il ajoutoit que le fameux négociateur anglois qui avoit conclu le traité de commerce, faisoit dans ce moment des efforts pour engager l'Espagne à traiter de commerce avec son pays.

M. Bouche trouvoit la discussion de la veille très-impolitique, & il trouvoit étonnant qu'une assemblée aussi éclairée n'eut pas rejeté tout-à-coup la motion faite à ce sujet.

« Ne perdons pas de vue, disoit-il, que du côté du midi, l'Espagne n'a laissé que deux voies à notre commerce, Perpignan & Bayonne; que dans ce moment le commerce français sollicite l'ouverture des barrières espagnoles fermées depuis environ dix ans; ne perdons pas de vue l'influence que peut avoir cette question sur les liaisons que toutes les provinces du midi ont avec l'Espagne. Pourquoi nuire aux intérêts de toutes les communautés qui avoisinent les Pyrénées.

» Du côté de la politique, les inconvéniens ne peuvent se prévoir, ou si on les prévoit, on sent qu'ils sont incalculables : c'est donc le cas de rejeter la motion; mais



Il vous reste un moyen pour faire connoître que la nation française ne craint rien & n'est pas faite pour craindre ; le voici :

« Par édit de juillet 1714, Louis XIV appella les princes légitimés à succéder à la couronne au défaut des princes légitimes.

» En 1717, cet édit fut révoqué. Il est dit dans cette dernière loi, que les princes du sang ont demandé la révocation de l'édit de 1714, & supplié le roi de ne rien décider sur la succession à la couronne, avant que les états du royaume, juridiquement assemblés, aient délibéré sur l'intérêt que la nation peut avoir aux dispositions de l'édit de juillet 1714, & s'il lui est utile ou avantageux d'en demander la révocation. »

» Dans ces édits, ainsi que dans la déclaration du 26 avril 1723, le roi déclare formellement que la nation a le droit de se choisir un roi en cas de défaillance de la maison des Bourbons régnante en France.

» Louis XIV & Louis XV vont chercher des successeurs plutôt chez les princes légitimés de France, que chez les princes légitimes des Bourbons d'Espagne ; ces deux monarques s'expliquent ainsi sur le droit de la nation dans le choix d'un roi, droit qui appartient le plus incontestablement à la nation française de se choisir un roi.

» Et pourquoi, en effet, dans le cas de défaillance de la maison régnante, le droit de se choisir un roi appartiendrait-il à la nation, si ce n'est parce que c'est elle qui a choisi la race régnante. L'extinction de la maison de Bourbon régnante ne transmettrait point à la nation un droit nouveau, elle ouvrirait seulement l'exercice d'un droit national très-ancien ».



Ici M. Bouche rassembloit les faits historiques qui prouvent que la couronne étoit élective sous la première race & dans le commencement de la seconde ; ce fut de ce droit d'élire, disoit-il, que les seigneurs & le clergé abusèrent à Soissons & à Compiègne, pour renverser Louis le Débonnaire, que les hommes vendus à Lothaire dépeignirent comme un imbécille ; Louis le Begue se qualifioit toujours de roi élu par le choix du peuple ; sous le roi Robert, fils de Hugues Capet, la couronne étoit encore élective. Hugues Capet lui-même fut porté sur le trône par le choix de la nation, au préjudice de Charles V, duc de la Basse-Lorraine, oncle de Louis V, mort sans enfans.

D'après ces exemples, je propose, ajoutoit-il, de rappeler nos droits les plus sacrés en disant : « La personne du roi est sacrée, inviolable ; le trône est indivisible ; il est héréditaire dans la maison des Bourbons, régnante en France, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, à l'exclusion des femmes & de leurs descendans, & en cas de défaillance d'enfans mâles ou légitimes dans la maison des Bourbons, régnante en France, la nation s'assemblera par ses représentans pour délibérer.

Dans cette rédaction, vous ne dites rien de la maison d'Espagne ; vous l'invitez à bien vivre avec la France ; vous conservez vos droits, & vous avez pour vous le traité d'Utreck, les intérêts politiques de l'Europe & vos forces. Vous n'ignorez pas que le fils de Philippe V déclara que son père n'avoit pu faire la renonciation de 1714 ; c'est-là une raison pour agir avec prudence dans vos décrets ; cependant il faut que vous reconnoissiez vos droits & vos loix fondamentales.

Après ces diverses discussions, plusieurs membres ont proposé différens amendemens.



M. Long a rectifié la rédaction de M. de Casalès ; M. Target a additionné à son premier amendement, en la forme suivante ; sans entendre rien préjuger sur l'effet des rénonciations, sur lequel le cas arrivant, une convention nationale prononcera.

M. de Scife propoisoit de dire, dans le cas douteux la nation prononcera.

M. Arnout propoisoit une autre rédaction ; mais M. de Mirabeau pensoit, avec raison, qu'il ne falloit pas traiter aussi superficiellement & avec autant de précipitation une question de cette importance ; il demandoit de nouveau qu'elle fût ajournée.

On est allé aux voix ; la division a été refusée ; on n'a pas délibéré sur l'ajournement, & l'on a jugé la matière assez éclaircie.

Quelques débats s'étant élevés contre la nouvelle addition de M. Target, celui-ci l'a sacrifiée à l'amour de la paix & à l'emploi du temps précieux de l'assemblée.

Alors M. de Sylleri vouloit qu'on substituât le mot *statuer* à celui de *préjuger*, inséré dans l'amendement de M. Target, qui a été adopté par la majorité. Il ne restoit plus à délibérer que sur la rédaction du décret, puisque la politique ou les circonstances ne permettoient pas même à des Français éclairés, & assemblés en convention nationale, d'effleurer un principe que des ministres n'ont pas craint d'établir au commencement du siècle. Plusieurs membres ont demandé l'appel nominatif ; après quelques momens d'orage, toute l'assemblée s'est levée, par un mouvement subit, pour consacrer les trois maximes énoncées dans le décret.

La forme de la rédaction étoit le seul obstacle au décret



De ces articles constitutionnels ; c'est ce que M. Emeri a fait sentir avec beaucoup de force , en prouvant que si l'inviolabilité de la personne du roi , l'indivisibilité du trône & l'hérédité de la couronne étoient des objets incontestables & décrétés par acclamation , il n'en étoit pas de même de la rédaction du mode de la succession à la couronne ; qu'ainsi il falloit diviser la délibération , aller aux voix sur les trois points convenus , & faire l'appel nominal sur le surplus de l'article.

M. Despréménil , épris de la loi salique , ne cessoit de la défendre , & il disoit que séparer les trois articles de la rédaction , c'étoit ramener la division proscrire par l'assemblée.

On est allé encore aux voix pour savoir si on opineroit d'abord sur les principes , & ensuite sur la rédaction ; on bien si l'on feroit à l'instant l'appel nominatif sur la rédaction du décret projeté.

Une double épreuve , a été insuffisante pour découvrir nettement le vœu de l'assemblée ; ce n'étoit pas le moyen d'avoir la paix , & la fin de la séance a été fort orageuse.

Alors M. l'évêque de Chartres a dit que pour le jugement de cette grande question qui intéressoit *la maison d'Espagne & celle d'Orléans* , il y avoit dans l'assemblée des personnes recusables , telles que celles qui sont attachées à cette dernière maison.

Cette motion impolitique a été sans effet , comme on le pense bien ; il n'est personne qui ne sente , que si des juges sont recusables , des représentans ne peuvent l'être ; que recuser un député , c'est recuser un bailliage ou un ordre de ce bailliage ; qu'admettre un pareil motif , ce seroit admettre la recusation de tous les députés qui jouissent des



bienfaits du roi , ou qui en ont reçu des charges , dans toutes les questions où il s'agit de la prérogative royale.

Enfin , après bien des discussions toujours surperflues , quand on a devant les yeux une grande constitution à former , il a été décidé , vers les trois heures & demie , que les épreuves étant douteuses , on commenceroit la séance aujourd'hui par l'appel nominatif , sur les deux objets successivement.

---

On souscrit à Paris chez C U S S A C , Libraire , au Palais-Royal , N<sup>os</sup>. 7 & 8 , & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 liv. pour Paris , & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume ; on est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent.